POUR UNE PAIX QUI NE TRAHIT PAS LA JUSTICE

Appel des universitaires réunis à Rome, les 5 et 6 novembre 2026

Colloque international « La paix à l'épreuve du monde »
Chrétiens orientaux, conflits et construction de la paix
Institut pontifical oriental, Rome
Organisé par l'Institut chrétiens d'Orient, sous le patronage de l'Ambassade de France auprès du Saint-Siège, avec le soutien de l'Œuvre d'Orient

En partenariat avec l'Aide à l'Église en Détresse, le Knights of Columbus Charitable Fund, Solidarité-Orient, l'Ambassade de l'Ordre de Malte près le Saint-Siège et la Fondazione Boscolo

À Sa Sainteté le pape Léon XIV

Très Saint-Père,

Réunis à Rome pour un colloque international sur les chrétiens orientaux, les conflits et la construction de la paix, nous sommes des universitaires de plusieurs pays, pour la plupart issus d'universités catholiques, venus de disciplines et de traditions différentes.

Face aux guerres qui déchirent le Moyen-Orient, l'Europe orientale et tant d'autres régions du monde, nous refusons que la paix demeure un idéal proclamé et sans cesse différé.

Les chrétiens orientaux ont une parole à offrir au monde. Ils connaissent la guerre et le déplacement. Mais ils connaissent aussi la coexistence, le dialogue et la fidélité. Leur expérience peut changer notre manière de penser la paix.

Nous ne prétendons pas parler à la place des victimes. Mais leur souffrance ne saurait être seulement un objet d'étude. Elle nous oblige à interroger nos enseignements, nos recherches, nos institutions et notre propre responsabilité.

Nous considérons qu'une université catholique ne peut se contenter de comprendre les mécanismes de la guerre, et qu'elle doit aussi contribuer à penser les conditions de la paix et à défendre la dignité humaine, sans distinction d'origine, de religion ou de conviction.

Nous refusons une paix sans justice, un ordre international sans respect du droit, une foi qui justifie la violence et un savoir qui demeure indifférent à la souffrance humaine.

De cette conviction naissent douze engagements.

ÉDUQUER POUR LIBÉRER

1. Former des consciences, non des partisans.
La paix commence là où l'éducation reconnaît la dignité de chaque personne, dans sa culture, son histoire et son contexte de vie. Nous voulons enseigner les causes des conflits sans endoctrinement, apprendre à discerner les injustices, à résister aux préjugés et à résoudre les différends sans violence. Que nos écoles et nos universités forment des consciences libres, capables de servir le bien commun et de reconnaître en l'étranger un prochain. L'éducation est un droit pour tous, y compris pour les plus pauvres.

2. Que ceux qui enseignent la foi apprennent à rencontrer l'autre.
L'ignorance religieuse nourrit la peur, et la peur nourrit les divisions. Nous souhaitons que se développent des formations communes entre séminaires, institutions musulmanes, notamment

al-Azhar, et établissements universitaires, ainsi que des ateliers interreligieux pour les enseignants, autour de la citoyenneté et de la liberté de conscience. Nul ne devrait guider les consciences sans avoir appris à respecter celles des autres.

3. Ne plus transmettre les divisions au nom de l'histoire.
L'école peut devenir le lieu où les conflits se perpétuent d'une génération à l'autre. Nous demandons que, là où ils entretiennent les divisions, les programmes d'histoire et d'éducation religieuse soient repensés avec les enseignants, les chercheurs, les familles et la société civile, sans imposer une mémoire officielle et sans taire les guerres récentes. L'histoire et la religion doivent éclairer les consciences, non fabriquer de nouveaux ennemis.

CHERCHER LA VÉRITÉ, GUÉRIR LES MÉMOIRES

4. Faire de nos universités des artisans permanents de la paix.
La paix ne peut être le sujet d'un colloque avant de disparaître de nos travaux. Nous nous engageons à œuvrer à la constitution d'un réseau international d'universités, ouvert à des partenaires de toutes traditions, où théologiens, philosophes, historiens, juristes, géopoliticiens, psychologues et chercheurs en sciences sociales travaillent ensemble, en donnant sa place à une théologie locale et contextuelle. Programmes annuels, universités d'été, publications communes et projets pilotes entre universités de tous les continents associeront les sociétés civiles à la construction de la citoyenneté, de la justice et de la fraternité humaine. Que les diasporas y soient de véritables acteurs de paix.

5. La mémoire doit servir la vérité, non la revanche.
Les blessures de l'histoire ne guérissent ni par l'oubli ni par la falsification. Nous voulons confronter les récits, étudier les mémoires antagonistes, notamment autour de lieux disputés ou partagés comme les Lieux saints de Jérusalem ou Sainte-Sophie, et rendre les sources accessibles dans leurs différentes langues, afin de redécouvrir aussi les histoires de réconciliation. Nous voulons aussi éditer et diffuser au Proche-Orient un corpus de textes syriaques et arabes, chrétiens et musulmans, qui affirment la primauté de la paix.

6. Un cessez-le-feu ne suffit pas à faire la paix.
Une société peut déposer les armes et demeurer prisonnière de la peur, de l'injustice et de la méfiance. Une paix véritable tient ensemble la justice, la sécurité des populations et l'État de droit, qui sont indissociables. Nous appelons à créer, avec des institutions universitaires chrétiennes et musulmanes, des observatoires indépendants des réformes éducatives et des lieux de mémoire contestés, et nous proposons un indicateur qualitatif de la paix comme bien commun, au-delà des seuls indices sécuritaires, fondé sur la justice vécue, la confiance sociale, la participation citoyenne et la coopération entre communautés.

SE RENCONTRER, ACCUEILLIR, RÉCONCILIER

7. Faire de la rencontre une pratique, non une cérémonie.
Le dialogue entre religions et communautés, dont dépend l'avenir de l'humanité, ne peut se réduire aux déclarations entre responsables religieux. Il doit rejoindre les écoles, les quartiers, les universités et les lieux de vie, dans la confiance et l'estime mutuelle. Nous voulons construire des espaces permanents de rencontre et de médiation, avec des partenaires chrétiens,

musulmans, d'autres traditions et sans appartenance confessionnelle. Que les initiatives internationales soutiennent d'abord les solidarités locales.

8. Nul ne doit être étranger à la dignité humaine.
La citoyenneté ne saurait dépendre de la religion. Nous défendons l'égalité devant la loi et la liberté de conscience, y compris celle de changer de religion ou de n'en pratiquer aucune. Nous demandons que l'accueil des réfugiés repose sur des garanties juridiques nationales et locales plutôt que sur la seule générosité, à la lumière notamment des solidarités entre Polonais et Ukrainiens. La dignité humaine doit trouver sa traduction dans le droit.

9. Le pardon n'abolit pas la justice. Il refuse la fatalité de la haine.
Les crimes doivent être reconnus et les responsabilités établies. La réconciliation ne se précipite pas. Elle suppose la vérité et le respect des victimes. Mais les blessures d'hier ne doivent pas condamner les générations de demain. Nous invitons les Églises à puiser dans leurs traditions liturgiques les ressources du pardon et de la communion, et à instituer des temps communautaires de réconciliation, par exemple des célébrations eucharistiques réunissant des fidèles de nations en conflit, dans le respect des disciplines ecclésiales. Que la mémoire de la souffrance devienne, à la lumière du Ressuscité, un chemin de pardon et de renaissance.

SERVIR LA JUSTICE, REFUSER LA DOMINATION

10. Soutenir les communautés, c'est aussi leur permettre de servir tous les autres.
La présence chrétienne en Orient ne se réduit pas à une question de survie. Les chrétiens d'Orient sont pleinement citoyens de leurs pays. Leurs écoles et leurs œuvres sociales contribuent déjà à la coexistence entre les communautés, et peuvent aider à reconstruire les sociétés, notamment en Syrie, où la citoyenneté est en jeu. Nous demandons que les communautés chrétiennes, et d'abord leurs institutions éducatives, soient reconnues et soutenues comme partenaires de la paix, selon le principe de subsidiarité et dans le respect de leur autonomie. Participer au bien commun est une responsabilité.

11. Dieu ne saurait devenir l'alibi de la violence.
La foi n'est pas une frontière dressée contre l'autre. Nous appelons les Églises à passer d'une identité de protection à une identité de fraternité, à approfondir leur unité dans la vérité et le respect mutuel, et à travailler leurs divisions théologiques dans la perspective d'une théologie de la communion. Nous proposons un séminaire interecclésial annuel consacré à la fraternité, au pouvoir, à la citoyenneté et au pluralisme. Toute instrumentalisation de la religion au service d'une agression, d'un projet impérial ou d'une domination politique doit être dénoncée. La vocation de l'Église est de servir la paix, non de sacraliser la puissance.

12. Une paix qui abandonne les victimes n'est pas une paix juste.
Aucune cause ne justifie les attaques contre les civils. Du Liban, de la Jordanie, de la Syrie et de l'Irak à Israël, à la Palestine et à Gaza, de l'Ukraine au Haut-Karabagh, de l'Éthiopie aux autres régions meurtries, la protection des populations et la reconnaissance de leurs droits doivent primer. En Cisjordanie, cette exigence vaut aussi pour les villages, chrétiens comme musulmans, menacés par l'extension des colonies et la violence de colons. Il n'y a pas de paix juste sans vérité, sans droit et sans remise en question des rapports de domination. L'expérience de la guerre contre l'Ukraine rappelle notamment la nécessité de libérer les consciences des

récits impériaux et néocoloniaux. Nous appelons les Églises à participer à cette libération des consciences, à défendre la liberté, l'égalité et la dignité de chaque peuple, et à refuser de devenir les instruments d'une domination politique ou culturelle.

NOTRE APPEL AU SAINT-PÈRE

Très Saint-Père,

Nous vous prions de faire de l'éducation à la paix une priorité renouvelée de l'Église, particulièrement auprès des jeunes, des enseignants et des universitaires.

Nous vous prions de soutenir la constitution d'un réseau international d'universités pour la paix, ancré dans les universités catholiques et ouvert à d'autres institutions, de continuer à faire entendre la voix des chrétiens d'Orient et de l'Europe orientale, et de soutenir leur présence, non seulement comme communautés à protéger, mais comme acteurs de paix, de reconstruction et de fraternité dans des sociétés pluralistes.

Nous vous confions enfin les populations du Liban, de Syrie, d'Irak, de Terre Sainte, du Haut-Karabagh, d'Éthiopie, d'Ukraine et des autres régions que la guerre frappe, en nous en remettant à votre discernement pour les gestes de proximité et de paix que vous jugerez opportuns, y compris une visite auprès d'elles, lorsque cela vous sera possible.

Ces gestes ne remplacent pas l'action diplomatique. Ils manifestent que l'Église demeure aux côtés de ceux que la guerre frappe, et qu'aucune souffrance ne doit être abandonnée à l'indifférence.

NOTRE ENGAGEMENT

Nous ne voulons pas ajouter une déclaration à tant d'autres déclarations.

Nous nous engageons, pour notre part, à œuvrer à la constitution de ce réseau d'universités pour la paix, à mettre en place des formations communes, à conduire des travaux de recherche partagés sur les mémoires, les programmes d'histoire, l'éducation à la paix et la gouvernance internationale, à les porter auprès des instances de décision, et à soutenir des initiatives locales de paix avec les sociétés civiles. Nous nous efforcerons d'y associer nos institutions. Nous voulons ainsi soutenir et compléter les initiatives déjà existantes, en y apportant ce qui est propre à ce réseau, le regard et l'expérience des chrétiens orientaux.

Ce colloque n'est qu'un commencement. Il réunit surtout des universités catholiques. Nous avons le projet de poursuivre ce travail, dans les années à venir, par un colloque œcuménique avec les protestants et les orthodoxes, puis par un colloque interreligieux avec les grandes religions, afin de penser ensemble la paix, d'abord entre chrétiens, puis avec les croyants d'autres traditions.

La paix n'est pas seulement ce que nous demandons aux responsables politiques et religieux. **Elle est aussi ce que nous devons construire, là où nous enseignons, là où nous cherchons, là où nous vivons.**

Nous ne demandons pas une paix pour les nôtres. Nous appelons à une paix pour tous.

Et nous prenons notre part de cet engagement.

SIGNATAIRES

Les signataires s'expriment à titre personnel. Leur institution est mentionnée pour identification.

Antoine Fleyfel, Institut chrétiens d'Orient, France

Antoine Arjakovsky, Collège des Bernardins, France

Eduard Berdnyk, Institut d'études œcuméniques, Université catholique d'Ukraine, Ukraine

François Boëdec, Université Saint-Joseph de Beyrouth, Liban

Christian Cannuyer, Solidarité-Orient, Belgique

Maryann Cusimano Love, Catholic University of America, États-Unis

Yvonne Dohna Schlobitten, Pontificia Università Gregoriana, Vatican

Victoria Vanesa Dos Santos, Universitat Ramon Llull, Espagne

Philipp Endres, Katholische Universität Eichstätt-Ingolstadt, Allemagne

Roman Fihas, Institut d'études œcuméniques, Université catholique d'Ukraine, Ukraine

Gabriel Hachem, Université Saint-Esprit de Kaslik, Liban

Lana Kazkaz, Universitat Ramon Llull, Espagne

Richard Love, Catholic University of America, États-Unis

Charbel Maalouf, Institut chrétiens d'Orient, France

Manhal Makhoul, Solidarité-Orient, Belgique

Alix Montagne, Aide à l'Église en détresse, France

Mathias Nebel, Universidad Francisco de Vitoria, Espagne

Przemysław Nowakowski, Uniwersytet Papieski Jana Pawła II w Krakowie, Pologne

Eva Saenz-Diez, Universidad de las Hespérides, Espagne

Wasim Salman, Pontificio Istituto di Studi Arabi e d'Islamistica (PISAI), Italie

Viktoriya Semenova, Uniwersytet Papieski Jana Pawła II w Krakowie, Pologne

Hugues de Woillemont, Œuvre d'Orient, France

Efrem Yildiz, Universidad de Salamanca, Espagne